

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
*Quimper, le 18 novembre 2024*

**Subventions aux communes par le Département : un courrier adressé à Maël de Calan pour exiger des critères clairs, une meilleure transparence et l'équité dans l'attribution des aides**

Face à la cure d'austérité annoncée par le gouvernement dans le projet de loi de finances 2025 aux collectivités locales, les élus du groupe "Finistère et Solidaires" ont officiellement interpellé le Président du Conseil départemental du Finistère, Maël de Calan, à travers un courrier daté du 15 novembre 2024 (courrier ci-joint).

En effet, bien que le Département du Finistère soit également ciblé par les mesures gouvernementales, et alors que les annonces du Premier ministre à Angers lors des Assises des Départements de France pourraient réduire trop légèrement la note pour le Finistère, c'est une approche politique collégiale, claire, transparente et équitable qui doit s'engager.

**Un appel à la transparence pour soutenir les communes**

Dans ce courrier, nous avons souligné la nécessité de maintenir les engagements pris dans le Pacte Finistère 2030, en particulier en ce qui concerne l'attribution d'aides départementales aux projets des communes et intercommunalités. Alors que certaines collectivités voisines - à l'image du Département du Morbihan - ont suspendu leurs aides, nous rappelons que la transparence et l'équité dans l'attribution des subventions sont fondamentales pour préserver l'équilibre entre communes rurales et urbaines, quelles que soient leurs spécificités ou orientations politiques.

**Les critères d'attribution des aides restent flous**

Bien que le Département se soit engagé à «plus de simplicité, de transparence et d'équité», les modalités actuelles d'attribution des aides manquent encore de clarté. Cette opacité nourrit l'inquiétude des élus locaux. Nous sommes régulièrement sollicités par des Maires et des Conseillers municipaux inquiets pour l'avenir de leurs projets. Nous demandons donc une clarification rapide et publique des critères de répartition afin de garantir une gestion équitable et compréhensible.

**Une démarche pour renforcer la confiance et l'action publique**

Nous sommes convaincus qu'un processus de décision clair et transparent renforcerait la confiance des Finistériens et de tous les acteurs locaux envers le Conseil départemental et encouragerait un esprit de coopération dans la tempête des finances publiques que nous traversons tous. En ce sens, notre courrier constitue un appel à la clarification du processus, au dialogue et à une action collective pour assurer un avenir équitable pour toutes les communes du Finistère.

Nous restons mobilisés pour défendre les intérêts de tous les territoires du Finistère et accompagner les élus locaux dans cette période particulièrement difficile.

**Kévin FAURE,**

*Co-Président du groupe Finistère & Solidaires*